



Arrêté n°64-2026-07-24-00007

modifiant l'arrêté préfectoral n°64-2026-07-16-00008 du 16 juillet 2026 réglementant temporairement les usages de l'eau potable sur les communes des Pyrénées-Atlantiques

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-3, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9 relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le décret du 29 novembre 2024 portant nomination de Mme Anne-Sophie MARCON directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2026-07-16-00010 du 16 juillet 2026 confiant la suppléance du poste de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques à Mme Anne-Sophie MARCON, sous-préfète, directrice de Cabinet du 20 au 26 juillet 2026 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental n° 64-2024-07-09-00005 du 09 juillet 2024, de gestion de l'eau en période de sécheresse Gaves et Côtiers basques ;

VU l'arrêté préfectoral n°64-2026-07-16-00008 du 16 juillet 2026 réglementant temporairement les usages de l'eau potable sur les communes des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'avis du comité de pilotage sécheresse qui s'est tenu le 22 juillet 2026 ;

CONSIDÉRANT les difficultés rencontrées par les producteurs professionnels de cultures maraîchères, horticoles et de fruits à couteaux à cause des fortes chaleurs récurrentes depuis le début de l'été 2026 ;

CONSIDÉRANT l'absence de ressources alternatives à l'eau potable pour certains producteurs professionnels ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'irriguer les cultures maraîchères, horticoles et de fruits à couteaux des producteurs professionnels en journée pour assurer leur survie (chaleur, maladies et insectes) ;

CONSIDÉRANT l'absence de contre-indication émise par les collectivités responsables de la production et de la distribution de l'eau potable sur le département des Pyrénées-Atlantiques ;

CONSIDÉRANT que l'irrigation via le réseau d'eau potable des cultures maraîchères, horticoles et de fruits à couteaux des producteurs professionnels du département des Pyrénées-Atlantiques ne compromet pas aujourd'hui les autres usages de l'eau potable – notamment alimentation de la population, abreuvement des animaux, sécurité civile et militaire, santé et salubrité publique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : objet de l'arrêté

Le présent arrêté modifie l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°64-2026-07-16-00008 du 16 juillet 2026 réglementant temporairement les usages de l'eau potable sur les communes des Pyrénées-Atlantiques, et notamment les mesures s'appliquant à l'irrigation des cultures maraîchères, horticoles et de fruits à couteaux au niveau « alerte ».

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°64-2026-07-16-00008 du 16 juillet 2026 est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Le reste de l'arrêté préfectoral n°64-2026-07-16-00008 du 16 juillet 2026 demeure inchangé.

Article 2 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État, ainsi que sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, et affiché dans les mairies concernées pendant un (1) mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de celui-ci sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Bayonne, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel commandant du groupement de

gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional de l'Office français pour la biodiversité, les maires des communes concernées citées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°64-2026-07-16-00008 du 16 juillet 2026 aux niveaux alerte et crise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pau, le vendredi 24 juillet 2026

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La sous-préfète, directrice de cabinet

Anne-Sophie MARCON



ANNEXE 1 (1/2) – Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau potable

Usagers				Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau potable selon le niveau de gravité		
P	E	C	A	Usages	Vigilance	Alerte ou Alerte Renforcée	Crise
1 - Irrigation agricole, arrosage, abreuvement des animaux							
				Irrigation agricole des cultures	Interdiction des prélèvements	sauf les cas particuliers : - maraîchage, horticulture (production de plants), vergers (fruits à courteaux) : autorisation de l'irrigation en journée si la survie des plantations est en jeu (lutte contre chaleur, brûlure, insectes, maladies), et pour accompagner le démarrage des plantations d'hiver. Si possible techniquement, privilégier le remplissage des réserves d'eau par le réseau d'eau potable de 20h à 8h pour une utilisation la journée. Autorisation de l'irrigation normale de 20h à 8h. - arboriculture disposant de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspergion) : autorisation de 20h à 8h.	Interdiction des prélèvements
x	x	x	x	Arrosage des jardins potagers (yc serres non-agricoles)	Interdiction de 8h00 à 20h00		
x	x	x	x	Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers	Information via communiqué de presse	Interdiction de 8h00 à 20h00	Interdiction totale Sauf cas particulier : - plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans : arrosages limités à 2 fois par semaine de 20h00 à 8h00, sous réserve de restrictions plus strictes nécessaires pour l'alimentation en eau potable
x	x	x	x	Arrosage des terrains de sport (y compris aires d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits vtt)		Interdiction de 8h00 à 20h00	Interdiction totale Sauf pour terrains de sport d'enjeu national ou international : arrosage possible de 20h00 à 8h00, limité à 2 fois par semaine, sous réserve de restrictions plus strictes nécessaires pour l'alimentation en eau potable
	x			Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens et des départs + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 60 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.		Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20h00 et 8h00 sous réserve de restrictions plus strictes nécessaires pour l'alimentation en eau potable + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.
x	x	x	x	Abreuvement des animaux	Information via communiqué de presse	Pas de limitation sauf arrêté spécifique	

ANNEXE 1 (2/2) – Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau potable

Usagers				Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau potable selon le niveau de gravité		
P E C A				Usages	Vigilance	Alerte ou Alerte Renforcée	Crise
P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole							
2 - Lavage et nettoyage							
x	x	x	x	Lavage de véhicules et engins nautiques chez les professionnels	Interdiction	sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de recyclage de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclée), Ou avec un portique programmé ECO sur ouverture partielle, sauf impératif sanitaire. Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire et stations de lavage fonctionnant en circuit fermé Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur
x				Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	Information via communiqué de presse	Interdit à titre privé à domicile en application de l'article L1331-10 du Code de la santé publique	
x	x	x	x	Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées		Interdiction, Sauf impératif sanitaire et sécuritaire, ou lié à des travaux et réalisé par une collectivité ou une entreprise	Interdiction totale, sauf motifs sanitaires et sécuritaires
3 - Loisirs							
x				Remplissage de piscines domestiques (de plus d'1 m³)	Interdiction totale sauf remise à niveau		Interdiction totale
x	x			Remplissage de piscines accueillant du public	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'Agence Régionale de Santé.		
x	x	x		Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert	Interdiction totale dans la mesure où cela est techniquement possible		
x	x	x		Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue	Interdiction totale		
4 - Activités artisanales et industrielles							
	x	x	x	Activités artisanales et industrielles Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Information via communiqué de presse	Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées, sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Pour les ICPE, se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions ainsi que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.	